

Non au plan Hercule !

Category: Écologie

écrit par jmfouquer | 24 janvier 2021

Ensemble! condamne le plan Hercule et propose un service de l'électricité 100% public, sous contrôle citoyen.

20 ans de « libéralisation » ont ébranlé un secteur public de l'électricité indispensable pour le quotidien, les entreprises et les services publics et pour la transition écologique.

EDF est contrainte de fournir de l'électricité, à des prix inférieurs aux coûts de production, à des concurrents qui n'ont rien investi et ne produisent rien. EDF est contrainte d'acheter aux investisseurs privés (éolien, solaire), au prix fort, de l'électricité « verte », pendant 20 ans, permettant aux profits de s'envoler jusqu'à 20% sans réaliser les investissements nécessaires à la transition écologique. Une vraie gabegie dénoncée par la Cour des Comptes !

EDF perd à tous les coups, creuse son déficit et les usagers, devenus clients malgré eux, paient le surcoût par leurs factures et leurs impôts !

Le projet Hercule serait un pas de plus dans le démantèlement d'EDF, divisé en 3 entités:

EDF « Bleu », public avec toute la filière nucléaire, dont la maintenance et le démantèlement vont être très coûteux et d'autant plus dangereux, s'ils sont confiés à la sous-traitance.

EDF « Vert » ouvert aux marchés pour la distribution (Enedis) et les énergies renouvelables appelées à se développer.

En option, EDF « Azur », regroupant la production hydraulique, sans décision pour le moment à propos de l'ouverture à la concurrence de 150 contrats de concessions de barrages hydroélectriques déjà financés par les contribuables français.

Élaboré par les banques d'affaires, à la demande de la

direction d'EDF missionné par l'Etat, actionnaire à 80%, il répond aux préconisations de la Commission de Bruxelles en matière d'ouverture à la concurrence et de démantèlement des services publics.

Il pénalise les usagers:

-par l'envol des prix, qui pourraient varier en fonction des sociétés de production et selon les régions. En outre, mettre en place un tarif « écologique et social »: (gratuité des premiers kwh et tarifs prohibitifs pour le mésusage) deviendrait compliqué.

-par une baisse de la qualité de service: la recherche des bas coûts entraîne déjà des malfaçons, la fin des obligations du service public (fourniture d'électricité 7 jours /7 et 24h /24 en tout point du territoire...) est à craindre.

Il pénalise les salariés d'EDF : il remet en cause le niveau de l'emploi et les garanties collectives. Le statut actuel permet aux salariés de lancer les alertes en cas de risques, sans être licencié. La vigilance du personnel est essentielle à la sécurité des travailleurs et des centrales.

Il pénalise la transition énergétique en laissant la main au privé dont l'intérêt est de gonfler ses profits et donc ses ventes, de réduire ses investissements, l'entretien, la maintenance, la sécurité et l'indépendance énergétique.

Pour assurer le droit à l'énergie, la recherche et les investissements nécessaires à la transition énergétique, nous n'avons besoin ni du statut quo, ni du projet Hercule mais d'un service de l'électricité 100% public, sous contrôle citoyen et décentralisé.

Ensemble soutient les luttes pour annuler le projet Hercule.

24/01/21